

Orphelins d'une stratégie révolutionnaire ?

mercredi 21 juin 2006, par [ARTOUS Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : mars 2006).

Ce texte fait partie d'un dossier-débat publié en mars 2006 dans la revue *Critique communiste*. Tous les articles de ce débat sont reproduits dans cette rubrique.

Sommaire

- [Retour sur « la grève générale](#)
- [Qu'est ce qu'une stratégie \(...\)](#)
- [Démarche « transitoire » \(...\)](#)
- [À propos de la question du \(...\)](#)
- [Vers un nouveau Mai 68 ?](#)
- [Un exemple de batailles \(...\)](#)
- [En guise de conclusion](#)

Dans cette discussion sur la stratégie qui s'amorce je prendrai comme point de départ l'article intitulé « La LCR et la gauche : sur quelques questions stratégiques », que j'ai écrit pour le dossier « La gauche 1905-2005 » de *Critique communiste* n°176. Et, plus particulièrement, une de mes formules : « La Ligue est orpheline d'une stratégie révolutionnaire ». En y ajoutant un autre article du même numéro discutant de façon critique le livre de Thomas Coutrot *Démocratie contre capitalisme* (La Dispute, 2005), qui traite également de questions stratégiques, mais sous l'angle de l'élaboration d'un programme. *Critique communiste* (n° 177) a également publié une réponse de Thomas Coutrot. Je procède ainsi parce que, sur un tel sujet, un article ne peut que donner certaines indications, tracer certaines pistes, en renvoyant le lecteur à d'autres textes.

A la formule « la Ligue est orpheline d'une stratégie révolutionnaire », j'ajoutais : « Cela ne veut pas laisser croire qu'il soit possible de faire table rase du passé ». Il est donc étonnant que, dans son article, Alex Callinos me reproche de céder aux discours dominants qui jettent « à la poubelle de l'histoire l'expérience bolchevique dans sa totalité », et de vouloir « reléguer aux mauvais jours du court XX^e siècle » les discussions sur l'évolution du pouvoir des soviets dans la jeune révolution russe par rapport au projet de « l'État-commune » défendu par Lénine dans *L'État et la révolution*. Cela est d'autant plus étonnant que depuis de nombreuses années une grande partie de mon travail consiste à procéder à une « étude soigneuse de l'État et la révolution », pour reprendre une autre formule d'Alex Callinicos, et plus généralement des questions politiques et théoriques léguées par la tradition marxiste-révolutionnaire qui s'est cristallisée dans la Révolution d'octobre 1917. Je suis totalement disponible pour discuter avec Alex Callinicos de ces questions, mais en prenant en compte ce que j'ai écrit, par exemple toute la troisième partie de mon livre *Marx, l'État et la politique* (Syllepse, 1999).

Cela dit, mon problème n'est pas de passer sous silence la façon dont *L'État et la révolution* renoue avec une tradition révolutionnaire du marxisme, occultée par la 2^e internationale et qui allait se trouver en rupture avec le marxisme stalinisé de la 3^e Internationale. Il s'agit tout simplement d'examiner de façon critique, à la lumière de l'expérience historique, ce texte qui a fait longtemps figure de texte programmatique fondateur. Or, Alex Callinicos ne dit rien, même de façon indicative, à ce propos. Et force est de constater que, hormis la réaffirmation qu'elle est centrale, Alex

Callinicos ne dit rien de la question de l'État, en termes d'orientation politique et programmatique actuelle. On retrouvera le problème.

Retour sur « la grève générale insurrectionnelle »

Comme je l'indiquais dans mon article, la stratégie dont la Ligue est orpheline est celle de la « grève générale insurrectionnelle ». Il faut donc y revenir. Cédric Durant le fait, mais le problème est que, non seulement il simplifie à l'extrême, mais ne rend pas compte de l'élaboration de la Ligue à l'époque. C'est au demeurant surprenant car, ce faisant, il renvoie à la brochure *Stratégie et parti* (La Brèche 1987) de Daniel Bensaïd qui, effectivement, synthétise bien (au-delà de tel ou tel aspect qu'on pourrait discuter) l'identité stratégique que s'était construite la Ligue dans les années 1968/1970.

Ainsi, selon Cédric Durant, « la révolution russe de 1905 est l'expérience fondatrice pour l'affirmation du modèle », en voie de structuration, de la notion de crise révolutionnaire développée par Lénine, qui permet l'émergence, de courte durée, d'une situation de double pouvoir, celle-ci débouchant sur le moment stratégique de l'insurrection. Bref, c'est le modèle (par ailleurs trop simplifié) de la Révolution d'Octobre 17, dont on n'a cessé de reprocher aux trotskistes de l'ériger en modèle universel et de vouloir systématiquement le reproduire.

Le reproche était parfois justifié, mais, précisément, toute une dimension de l'élaboration de la Ligue a consisté à remettre en cause cette vision. Au demeurant, je ne parle pas de « modèle stratégique », mais, comme Daniel Bensaïd dans sa brochure, « d'hypothèse stratégique ». Et, d'un certain point de vue, cette question de vocabulaire est décisive. Dans l'après 1968, la Ligue raisonnait pour une part en termes de modèle. De même que la révolution russe de 1905 avait été une répétition générale de celle d'Octobre 17, Mai 68 était la répétition générale de la future crise révolutionnaire à venir qui irait jusqu'au bout grâce à la réelle existence d'un double pouvoir de type soviétique et de l'existence d'un parti révolutionnaire capable de saisir le moment stratégique de l'insurrection [1]. Or le processus historique s'avéra beaucoup plus complexe, en France et ailleurs, et obligea la Ligue à de profonds réajustements stratégiques [2]. J'insiste sur cette question car, manifestement, le modèle simplifié formalisé par Cédric Durant sert aujourd'hui de référence non seulement à ceux qui, comme lui, pensent qu'il faut élaborer « un nouveau modèle stratégique », mais également parfois à ceux qui, dans la Ligue, entendent réaffirmer la validité de « l'ancien modèle ». Je reviendrai sur ce dernier point.

Mutatis mutandis, la Ligue se heurta à un problème équivalent à celui de l'Internationale communiste (IC) des années 1920, lorsqu'il a fallu adapter les premières élaborations stratégiques formalisées à partir de l'expérience d'Octobre 1917 pour répondre aux besoins du processus révolutionnaire en Europe de l'Ouest ; notamment en fonction de l'expérience de la révolution allemande et des discussions sur le front unique et la question du « gouvernement ouvrier ». En effet, le problème du front unique mettait bien plus en jeu que la simple nécessité d'une politique d'unité d'action avec les réformistes. Cela la Ligue l'a défendu dès le début. Au-delà, s'amorçait un véritable réajustement stratégique.

C'est pourquoi, durant la seconde moitié des années 1970, le travail d'élaboration de la Ligue passa aussi par un retour sur ces discussions des années 1920 de l'IC, notamment à partir de la révolution allemande. Y compris avec une « redécouverte » de ces discussions. *La Révolution allemande* (Minuit, 1971) de Pierre Broué a alors joué un rôle important. Mais il faut bien reconnaître que, notamment après la Seconde Guerre mondiale, la tradition trotskiste avait eu souvent tendance à gommer la profondeur des réajustements dans lesquels s'était engagée l'IC à partir de la révolution

allemande, de même quelle avait tendance, en ce qui concerne la stratégie, à raisonner en termes de modèle d'Octobre 17.

D'autres allaient dans le même sens que les réflexions que nous menions à l'époque. Ainsi, dans *Sur Gramsci* (Maspero, 1978), Perry Anderson analysait en détail (et il faut lire ce « petit » livre) l'importance des problèmes rencontrés par l'IC pour produire une stratégie adaptée à l'Europe de l'Ouest, tout en soulignant les limites de Gramsci dans ses *Cahiers de prison* pourtant souvent cité à ce propos dans les années 1970. Notamment en ce qui concerne le traitement de ces questions stratégiques à travers sa thématique de « l'hégémonie », ou de « la guerre de position » opposée à « la guerre de mouvement ». Perry Anderson soulignait que, pour renouer le fil, il fallait plutôt se tourner vers la question du front unique et la façon dont Trotski avait, face au stalinisme, poursuivi l'élaboration de cette orientation.

Dans le passé, la tradition trotskiste avait donc eu parfois (souvent ?) tendance à confondre la défense d'une hypothèse stratégique avec celle d'un modèle de déroulement d'un processus révolutionnaire ; en l'occurrence celui d'Octobre 17. En revanche, dans certains textes sur l'Allemagne - et ce n'est pas un hasard -, Trotski ne raisonnait pas ainsi. Dans le cadre d'une perspective stratégique générale, il distinguait deux formes très différentes de processus révolutionnaire [3]. L'une qui, selon le modèle d'Octobre 17, voyait coïncider crise de l'État et crise révolutionnaire, les soviets surgissant très rapidement sur la base d'un effondrement de l'État. Ce modèle lui semblait peu probable en Allemagne, à cause de l'existence d'un État « moderne » et d'une forte implantation du mouvement ouvrier. Il envisageait alors un second modèle prenant la forme d'un processus révolutionnaire prolongé, avec une logique de double pouvoir, d'abord au travers du contrôle ouvrier et des comités d'usine. Naturellement, Trotski ne remettait pas en cause l'axe stratégique central du « pouvoir des soviets », mais on comprend que, dans ce second modèle, la question du front unique et du gouvernement ouvrier, comme outil de construction de l'hégémonie, prend une dimension stratégique.

Qu'est ce qu'une stratégie révolutionnaire ?

Il est possible d'opérer, *post festum*, un retour critique sur l'hypothèse stratégique de la grève générale insurrectionnelle, mais elle présentait à l'époque une certaine fonctionnalité, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Ici, il est sans doute nécessaire de définir ce qu'il faut entendre par la catégorie de stratégie révolutionnaire. Comme le fait remarquer Trotski, elle n'existait pas dans le mouvement ouvrier avant la Première Guerre mondiale, elle s'est en fait déployée à travers l'élaboration de l'IC des années 1920 [4]. Le stratégique « c'est un projet de renversement du pouvoir politique bourgeois », écrit Daniel Bensaïd dans sa brochure (p. 8). Le programme d'une organisation révolutionnaire ne se réduit pas à cette dimension, mais il est décisif pour fonder son identité, car la lutte pour le pouvoir politique est un élément clé dans une problématique d'émancipation du prolétariat.

Cette question est très importante dans l'histoire de la Ligue, elle mériterait une discussion spécifique, en ce qu'elle remet en cause une approche « propagandiste », « idéologique » du programme qui a marqué la tradition trotskiste. Il ne s'agit pas seulement d'insister sur la nécessité de la lutte pour le pouvoir politique - Marx le faisait déjà -, mais d'un « projet de renversement du pouvoir politique bourgeois », c'est-à-dire une hypothèse stratégique qui éclaire une tactique et qui définit le profil d'une organisation révolutionnaire dans la lutte pour le pouvoir. Et c'est très précisément ce qui ne fonctionne plus aujourd'hui, à cause des nouvelles coordonnées de la période historique.

Cela ne veut pas dire qu'il faille faire table rase du passé. Pour ma part, j'estime que la notion de crise révolutionnaire, comme moment incontournable dans la lutte pour le pouvoir, reste un élément clé ; à condition de la comprendre au sens « léniniste », et non pas en fonction d'un « modèle ». Je pense, et cela est lié, que la notion de « double pouvoir » (on la rencontre également au cours des révolutions bourgeoises) reste pertinente ; à condition de ne pas concevoir l'émergence de ce nouveau pouvoir en pure extériorité à l'existant. Enfin, je pense que l'élaboration d'un programme définissant des axes de mobilisation et des alternatives aux politiques néolibérales est une question importante ; centrale même dans la phase actuelle. Mais tout cela ne fait pas un « projet de renversement du pouvoir politique bourgeois ». Et je ne vois pas comment en définir un nouveau - c'est-à-dire reconstruire une hypothèse stratégique remettant en ordre l'ensemble des éléments dont je viens de parler - sans que de nouvelles expériences historiques permettent d'avancer dans ce sens.

La Ligue se positionne comme une organisation révolutionnaire, sans pour autant disposer, comme dans le passé, d'une stratégie révolutionnaire, au sens où j'en ai parlé. Cela ne va pas sans contradictions, mais elles sont, en quelque sorte, inscrites dans la situation « objective » ; et il faut les assumer comme telles. Si on veut les nier, le risque existe d'auto-affirmer cette identité révolutionnaire de façon abstraite et/ou auto-proclamatoire. Comme l'on ne dispose pas d'une réelle perspective stratégique à laquelle peut s'articuler une tactique, alors on se gargarise du mot « rupture », comme formule générale, sans être capable de spécifier ce qu'il veut dire concrètement dans une phase politique donnée. La surenchère verbale remplace le vide laissé par l'absence d'hypothèse stratégique. Chaque fois que quelqu'un parle de lutter contre les politiques néolibérales, on ajoute : « sur une base anticapitaliste » etc., etc. La Ligue n'évite pas toujours ce type de positionnement.

Naturellement, cela ne veut pas dire qu'il faille se contenter de gérer au jour le jour cette situation. Ainsi, dans la phase actuelle, le travail engagé par la Ligue au travers de son projet de Manifeste est important. À la fois pour permettre, de façon « interne », d'avancer dans l'élaboration de références programmatiques et pour définir les contours d'une politique antilibérale « 100 % à gauche ». Sur ce dernier aspect, j'ai développé assez systématiquement la démarche qui me semble nécessaire dans mon article de discussion critique du livre de Thomas Coutrot.

Démarche « transitoire » et pouvoir politique

Alex Callinicos me tance assez vertement pour la façon dont j'ai parlé du programme transitoire qu'il propose dans son livre *An Anti-Capitaliste*. Lui aussi devrait surveiller sa plume et éviter des formules telles celles que j'ai déjà signalées. Ou encore d'écrire que des « éléments de la Ligue » mènent campagne « en vue de la participation de la Ligue à un futur gouvernement de gauche plurielle ». Ou l'on apporte des preuves face à une telle accusation, ou on n'écrit pas de telles choses.

Cela dit, je reconnais volontiers que, dans mon article précédent de *Critique communiste* (n° 176), ma digression sur ce programme et les commentaires allusifs sur le SWP qui les accompagnaient étaient totalement inutiles et manifestement inadéquats. Et ce à la lecture ce que qu'Alex Callinicos écrit dans son article. Les axes qu'il avance (je ne les reproduit pas ici) relèvent bien de ce que dans le « jargon » trotskiste on appelle une démarche transitoire. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de simples revendications immédiates, mais que des luttes autour de ces « axes entreraient directement en conflit avec la logique du capital tel qu'il existe aujourd'hui ». Et je suis globalement d'accord avec la démarche. La seule revendication qui, à mon avis, demande une vraie discussion est celle d'un « revenu de base universel ». Je ne suis pas d'accord avec elle et la Ligue ne l'a pas reprise

dans son projet de Manifeste. Je renvoie à l'article de *Critique communiste* (n° 176) de Michel Husson intitulé « Fin de travail et revenu universel » ; non pas qu'Alex Callinicos soit concerné par les théories de la « fin du travail », mais l'article argumente bien sur les problèmes posés par la revendication d'un revenu universel, tout en proposant une démarche alternative sur ces questions. *Le Cahier de Critique Communiste* « Travail, critique du travail, émancipation » (Syllepse, 2006) revient également sur le sujet.

Ce type de question relève de discussions « normales » et inévitables. En revanche, il est frappant qu'aucune des revendications transitoires avancées par Alex Callinicos ne concerne le pouvoir politique. Et ce d'autant plus que, tout au long de son article, Alex Callinicos ne cesse d'insister sur la question de l'État.

À un premier niveau, cela traduit bien les difficultés que je viens de souligner d'articuler dans la période actuelle une stratégie révolutionnaire, comprise comme « projet de renversement du pouvoir politique bourgeois ». Dans un autre passage de son article, Alex Callinicos se limite à dire qu'il n'est pas « réaliste d'imaginer qu'un mouvement qui cherche à remplacer la logique du capital par une logique sociale différente puisse éviter une confrontation violente avec l'État existant ». Il faudrait ajouter, en particulier pour les pays « capitalistes avancés », qu'il n'est pas non plus réaliste d'imaginer que ce mouvement puisse réellement se développer - et avoir des chances d'aboutir - sans des fractures importantes apparaissant au sein de cet État et des institutions politiques. Reste qu'un tel rappel ne saurait, même s'il est important, tenir lieu de stratégie.

Toutefois - et c'est le second niveau de discussion -, un tel constat ne doit pas empêcher d'essayer d'avancer des revendications transitoires au niveau du pouvoir politique. Notamment dans les pays « capitalistes avancés » - car en fait je vais centrer mes remarques sur cette zone - où « l'existence de l'État parlementaire constitue le cadre formel de tous les autres mécanismes idéologiques de la classe dirigeante », comme l'écrit Perry Anderson dans *Sur Gramsci* (p. 47). En effet, il n'est pas réaliste de penser que le mouvement dont parle Alex Callinicos, et les nouvelles formes de pouvoir dont il sera porteur, se développent en totale extériorité par rapport aux institutions politiques de « l'État parlementaire ».

A ce second niveau de discussion, le silence d'Alex Callinicos est d'autant plus étonnant qu'il explique - avec raison [5]- qu'il est faux de laisser croire que des éléments de transformations sociales ne peuvent pas être imposés « tant que les rapports sociaux capitalistes sont dominants ». Il ajoute même que des positions déjà conquises peuvent constituer « des éléments de continuité avec le socialisme pour lequel nous luttons ». Etant entendu que le maintien de ces conquêtes n'est jamais garanti. Ces remarques montrent qu'Alex Callinicos ne développe pas une approche « ultimatisante » des revendications transitoires. Il ne procède pas à la façon dont le font certains dans la Ligue qui, comme je le fais remarquer dans mon article sur le livre de Thomas Coutrot, transforment la démarche transitoire en simple outil pédagogique pour faire prendre conscience aux masses de la rupture nécessaire. Une démarche transitoire, c'est aussi la bataille pour des réformes radicales. Mais si Alex Callinicos parle de « défense des libertés publiques », il n'avance rien de tel au niveau du pouvoir politique.

À propos de la question du pouvoir politique

Il n'existe pas de formule magique à ce propos, et de plus les axes avancés sur cette question peuvent varier selon la conjoncture. Toutefois, en ce qui concerne les pays de l'Europe de l'Ouest, des batailles autour de la démocratisation radicale des assemblées élues (proportionnelle, responsabilité de l'exécutif devant l'assemblée, etc.) me semblent représenter un élément de

réponse. En effet, la caractéristique (déjà ancienne) de l'évolution du capitalisme est de confisquer le pouvoir des assemblées élues au suffrage universel au profit des technostructures et des exécutifs. Le projet de Constitution européenne l'a montré de façon exemplaire. Et la bataille pour ce type d'assemblée est une vieille tradition du mouvement ouvrier, y compris de son aile radicale. Je ne fétichise en rien cet axe, mais il cristallise un certain nombre de problèmes, il serait en effet illusoire de croire que dans des pays de tradition « démocratique » des montées importantes du mouvement de masse pourraient contourner cette dimension de la lutte politique et se contenter de mettre à jour la question du pouvoir populaire comme « pouvoir des comités ».

Avant d'y revenir, quelques mots sur la question de l'État. Dans son article, Cédric Durant fait un tour d'horizon de très nombreux problèmes qu'il faudrait en fait discuter un à un [6]. Notamment ce que sont les conditions de constitution de ce qu'il appelle « un bloc historique à vocation hégémonique » ; problème qu'Alex Callinicos désigne comme celui « du sujet révolutionnaire ». C'est effectivement une question décisive qui touche à la fois des problèmes de méthode d'analyse du prolétariat et une analyse de la phase actuelle. Ici, je ne peux que renvoyer à ma contribution dans le *Cahier de Critique communiste* « Classe ouvrière, salariat, luttes des classes » (Syllepse, 2005). Toutefois les théorisations de Cédric Durant sur « la multiplicité des espaces stratégiques » tiennent en grande partie à une sous-estimation de la question de l'État. Par là je ne veux pas seulement répéter ce que Marx disait déjà - pour le prolétariat, la lutte pour le pouvoir politique est une question centrale -, mais souligner que Cedric Durand sous-estime considérablement la place occupée par l'État dans la production/reproduction des rapports sociaux capitalistes contemporains. En conséquence, il surestime totalement ce qu'il appelle les espaces d'expérimentations sociales extérieurs à l'État. De plus, dans son énumération, il ne parle pas du seul axe central pour lequel il est effectivement possible d'exiger le « désengagement » de l'État : la gestion de la Sécurité sociale par les salariés. C'est même là une question importante qu'il faudrait traiter plus longuement, afin de voir comment dans une problématique transitoire il est possible d'avancer des axes de « démocratie sociale », *via* la gestion par les salariés eux-mêmes de la part socialisée du salaire.

Mais pour des questions comme celles de l'école, des services publics, etc., il est impossible de procéder ainsi. Non pas, bien sûr, qu'il faille se contenter de demander « plus d'État ». Mais, pour prendre cet exemple, la défense, l'extension mais aussi la transformation des services publics - et ce sont là des axes centraux d'une démarche transitoire dans la phase actuelle - ne peuvent faire l'économie de batailles directement politiques. Non seulement vis-à-vis de l'État, mais pour des transformations radicales des formes d'organisation du pouvoir public ; c'est-à-dire des formes de pouvoir politiques actuelles. Or, sur ce terrain, qui correspond pour lui au troisième espace stratégique, Cédric Durant ne dit rien. Il se contente de souligner la nécessité, *via* des élus, de participer « au jeu politique institutionnel ». Et les « stratégies offensives » qu'il propose au sein de cet espace se réduisent à l'utilisation des fonctions éligibles « comme relais au service des stratégies d'autonomie (expérimentation) et de protestation (mouvements sociaux) ». Bref, la lutte politique se réduit à la présence de la Ligue au sein des institutions comme simple porte parole des exigences des mouvements sociaux. Mais Cédric Durant ne songe pas un instant que la lutte politique c'est tout autant des luttes sur le terrain du pouvoir politique et de ses formes d'organisation. Cela est d'autant plus frappant que, en France, dans la conjoncture actuelle, cette question est pourtant posée (et discutée) à cause du décalage grandissant entre le « pays réel » et les institutions de la V^e République.

La terminologie de Cédric Durant à propos de cet espace stratégique est significative : il se contente de parler « de champ politique institutionnel démocratique » ou de « participation au jeu politique institutionnel », et non de formes d'organisation du pouvoir politique. Ici, pour être franc, le « nouveau modèle stratégique » de Cédric Durant rejoint une forme de radicalisme socio-politique « mouvementiste », très présent dans le mouvement altermondialiste et les « mouvement sociaux ».

Sa caractéristique est de faire silence sur tout ce qui est bataille actuelle de transformation radicale des formes de pouvoir politique, pour raisonner essentiellement, d'une part, en termes de construction d'espaces socio-politiques « autonomes », et, d'autre part, en termes de simple pression (y compris au travers d'élus) sur ledit « champ politique institutionnel ».

Tout cela certes renvoie à des contradictions « objectives » de la phase actuelle et ne peut se régler par un coup de baguette magique. Mais je voulais souligner cette étrange convergence entre le type de courants dont je viens de parler et des approches révolutionnaires plus « classiques ». Certes, ces dernières critiquent ceux qui croient qu'il est possible de « faire la révolution sans prendre le pouvoir », mais cela sous forme très générale ; en ce contentant, en quelque sorte, d'insister sur le fait que lorsque s'enclenchera un processus révolutionnaire, on ne pourra faire l'économie d'un affrontement avec l'État. Mais sans avancer, dans la phase actuelle, des axes de transformations radicales du pouvoir politique. Un propagandisme révolutionnaire abstrait sur l'État - qu'il faudra un jour détruire, mais auquel, en attendant, on ne touche pas - et un mouvementisme radical - qui au fond ne s'intéresse pas à la question de l'État - se rencontrent donc pour faire silence sur la question du pouvoir, en termes d'orientation politique actuelle.

Vers un nouveau Mai 68 ?

Finalement, dans une telle conjoncture, je me sens très « léniniste ». Citant Daniel Densaïd, Alex Callinicos souligne que l'un des apports de Lénine est d'avoir souligné la spécificité de la lutte politique, « l'irréductibilité de la politique au social » qui sont autant de caractéristiques de « la pensée stratégique ». En effet ! Et, là aussi, il serait intéressant de revenir plus en détail sur l'histoire de la Ligue pour montrer comment une de ses particularités est cette référence à Lénine et à sa prise en compte de la dimension proprement politique des luttes des classes. Au prix d'un certain « avant-gardisme » et « politisme » dans l'après 1968, dont le bilan critique a été tiré [7].

Aujourd'hui la situation est en quelque sorte inversée. Durant la décennie passée, la Ligue s'est construite à travers, d'une part, une présence très active, ouverte, etc. dans le mouvement social et altermondialiste, et, d'autre part, à travers une agitation anticapitaliste et un discours général sur la rupture. Dans une première phase, ce double positionnement a été une richesse de la Ligue, même si on pouvait percevoir des limites dans un profil qui la faisait principalement apparaître comme aile politique radicale du mouvement social. Or, disons à partir du résultat des régionales pour donner une date symbolique, la conjoncture a fortement évolué, d'autant que, dans le même temps, le mouvement altermondialiste et les mouvements sociaux donnaient certains signes d'essoufflement. Et cela pour des raisons similaires : la politique était de retour en quelque sorte, et l'on ne pouvait plus se contenter d'en appeler au simple auto-développement des mobilisations de masse [8].

La place occupée par la campagne pour le « non » au référendum sur le projet de constitution européenne, comme les effets de la victoire du « non », ont été l'expression éclatante de cette nouvelle conjoncture. Par sa capacité à s'y insérer la Ligue a manifesté ses qualités et sa capacité de rebond. Toutefois, dès les résultats du non, elle a eu tendance, non pas seulement à insister sur l'importance des luttes, mais à réduire son positionnement à la question du développement des luttes et à se contenter d'articuler ses perspectives politiques à partir de la seule dynamique du développement de ces mobilisations. Avec, comme thématique, non pas seulement développer les luttes sans attendre les présidentielles, mais la scansion suivante : développer les luttes tous ensemble afin de préparer une grève générale débouchant sur un nouveau Mai 68 qui, cette fois, réussisse.

Profiler ainsi la Ligue me semble dangereux et faux. Dangereux, car cela véhicule des illusions sur

les capacités d'auto-développement linéaires des mobilisations sociales hors de toutes coordonnées politiques. Faux, car, si cela peut répondre à la radicalité « anti-politicienne » de certains secteurs, cela donne à la Ligue un profil à forte tonalité « syndicaliste révolutionnaire », comme l'on aurait dit dans le passé. Par ailleurs, cela donne une vision un peu imaginaire des conditions de déclenchement de mai 68, en oubliant le contexte politique, national et international, qui l'a permis.

Cette vision générale - plus ou moins formalisée - éclaire bien sûr les discussions qui traversent la Ligue sur tout ce qui est bataille pour peser dans les processus de recomposition « à gauche de la gauche ». Mais, ce qui m'intéresse ici, c'est le profil qu'elle esquisse d'un futur processus révolutionnaire sur lequel la Ligue devrait caler son orientation stratégique [9]. L'hypothèse stratégique de la grève générale insurrectionnelle » est alors reprise, mais de façon extrêmement simplifiée, amputée de tout le travail d'élaboration réalisé dans la seconde moitié des années 1970. En fait, c'est plutôt la vision juste après 68 qui est réactualisée, celle d'un processus révolutionnaire qui se développe en extériorité à tout ce qui existe (mouvement ouvrier, institutions politiques, etc.) à travers la scansion suivante : la perspective d'un « Tous ensemble » débouche sur une grève générale de type Mai 68 qui permettra une auto-organisation massive. Cela pour la tonalité « syndicaliste révolutionnaire ». Mais comme la Ligue est aussi une organisation qui se réclame de la tradition d'Octobre 17, on ajoute : cette auto-organisation débouchera sur une dualité de pouvoir qui posera le problème de l'affrontement avec l'État bourgeois. Naturellement, on prend quelques précautions verbales en expliquant que Trotski n'a pas exclu qu'un « gouvernement ouvrier » puisse prendre naissance au niveau parlementaire ; cela coûte d'autant moins que la question n'est pas à l'ordre du jour. Mais l'axe politique qui éclaire les batailles actuelles sur la question du pouvoir c'est le pouvoir des comités. En fait, toute bataille concrète sur la question du pouvoir politique est subordonnée à l'existence d'une dualité de pouvoir à travers des comités.

Un exemple de batailles politiques nécessaires

Comme pour l'instant la dualité de pouvoir et l'affrontement avec l'État bourgeois ne sont pas à l'ordre du jour, on voit bien l'approche est de continuer à positionner la Ligue comme simple aile politique radicale du mouvement social et donc de cristalliser des « sensibilités » diverses : depuis des formes classiques de « gauchisme » jusqu'à des thématiques « syndicalistes révolutionnaires », en passant par des formes de « mouvementisme » radical. Le problème est que cet oubli de « l'irréductibilité de la politique au social », pour reprendre les formules d'Alex Callinicos, fonctionne dans une conjoncture où certaines questions politiques deviennent structurantes. D'où diverses conséquences qui poussent à la fois à un repli « basiste » (porteur d'illusions) et un peu « antipoliticien » sur les luttes, et à un raidissement « sectaire » par rapport à toutes les batailles politiques qui se mènent actuellement dans la gauche.

Dans l'approche des questions que je traite ici, cela entraîne deux conséquences qui touchent, d'une part, aux batailles concernant la démocratisation radicale des systèmes d'assemblées élues, et d'autre part, aux batailles en cours sur une reconstitution - ou pas - d'une gauche plurielle, en termes de gouvernement et/ou de majorité au sein des assemblées élues. Au demeurant les deux sont liées : si l'on considère que la seconde question relève essentiellement de la politique politicienne, la première n'a que peu d'importance.

C'est bien ce que se passe, dans une conjoncture où, pourtant, la remise en cause de la V^e République est à l'ordre du jour. Pourtant, l'exigence d'un remplacement de la V^e République par une Assemblée unique, de laquelle émane le pouvoir exécutif, et élue à la proportionnelle intégrale, fait classiquement partie de ses revendications politiques. Et c'est d'ailleurs encore plus significatif : la Ligue ne mène aucune bataille politique à ce propos, ni d'ailleurs sur la proportionnelle. Pourtant

la proportionnelle est, d'un certain point de vue, une bataille très importante au regard des conditions d'existence et de développement, non seulement de la Ligue, mais d'un courant alternatif au « social-libéralisme ».

Quant à la question du gouvernement et de la majorité parlementaire, contre la droite, la Ligue ne doit pas faire obstacle à l'arrivée du PS au pouvoir (d'où le problème du désistement au second tour). Mais elle ne peut naturellement envisager (et cela n'est pas difficile à expliquer publiquement) de négocier un programme de gouvernement avec le PS. Par contre, elle doit se dire prête à soutenir, y compris dans les assemblées élues, toutes les mesures allant dans le bon sens. Et, en même temps, elle doit mener bataille pour que, au niveau des élections, s'exprime (sur la base d'un programme, etc.) une force alternative au libéralisme et au social-libéralisme. Et l'on voit bien comment, dans ce dispositif, la bataille pour une démocratisation radicale des assemblées élues est importante.

J'ai simplement voulu donner un exemple de la façon dont pouvait s'illustrer, dans la situation actuelle, des batailles politiques sur la question du pouvoir qui, bien sûr, ne sont en rien contradictoires avec l'insistance sur la mobilisation sociale et l'auto-organisation. Et je crois que, en tout cas en Europe, discuter sur ce terrain avec une série de courants, y compris de courants marxistes radicaux [10], qui sous-estiment la question du pouvoir politique, est tout aussi important - sinon plus - que de se contenter de réaffirmer de façon générale l'affrontement inévitable avec l'État bourgeois lors d'un processus révolutionnaire. Ce qui n'empêche, en même temps, de revenir sur l'héritage de la Révolution d'Octobre 1917 et du « léninisme » que, pour ma part, je revendique, même si c'est de façon critique. [11]

En guise de conclusion

Il existe d'autres dimensions dans ces discussions que celles que j'ai traitées ici. L'une porte sur la question de la démocratie. La Ligue en discute et ces débats sont plus familiers au lecteur de *Critique communiste*. Ils ont donné lieu, entre autres, à un *Cahier de Critique communiste* intitulé « Marxisme et démocratie » (Syllepse, 2003). Les approches ne sont pas forcément les mêmes, mais l'orientation définie par François Sabado dans sa contribution de ce Cahier montre qu'il existe des évolutions notoires : il parle de « démocratie jusqu'au bout ». Une telle formule ne fait pas partie des traditions programmatiques de l'IC des années 1920, ni de celles de la Ligue des années 1970. En ce qui concerne les formes de pouvoir dans une société socialiste, cela s'est traduit dans le projet de Manifeste par la référence à des systèmes d'assemblées, élues au niveau territorial et sur les lieux de travail, étant entendu que, en cas de conflit entre elles, « le dernier mot revient au peuple, sur la base du suffrage universel ». Ici encore, les éclairages sont différents, comme le montrent les contributions publiées dans le numéro spécial de *Critique Communiste* (n° 175) sur le projet de Manifeste. Mais c'est une évolution notoire par rapport au passé.

Renvoyant à Rosa Luxemburg et à Trotski, Alex Callinicos souligne « les continuités entre démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne ». En effet, le suffrage universel, en général imposé par les luttes du prolétariat, est un de ces éléments, même si l'organisation politique d'une démocratie socialiste autogestionnaire ne se réduit pas à lui. Naturellement, les continuités ne sont pas linéaires et le passage pacifique et parlementaire au socialisme est une illusion. Le projet de Manifeste souligne clairement la rupture nécessaire et j'ai moi-même expliqué dans mon article que des concepts comme celui de crise révolutionnaire et de double pouvoir ne sont pas devenus obsolètes.

Reste que personne ne peut prévoir ce que seront les formes à venir d'un processus révolutionnaire.

Dans l'émergence de nouvelles formes de pouvoir populaire, l'accent prioritaire doit, bien sûr, être mis sur la mobilisation et l'auto-organisation. Mais, je le répète, au moins dans des pays comme ceux de l'Europe de l'Ouest (et aussi dans d'autres pays), on ne peut croire que ce nouveau pouvoir surgira en extériorité complète avec certaines institutions politiques en place, notamment les assemblées élues sur la base du suffrage universel. C'est pourquoi, et cela d'ores et déjà, il faut mener bataille pour leur démocratisation radicale.

Certains vont sans doute dire que la chanson est connue : déjà dans les années 1920, les « austro-marxistes » - comme plus tard les « eurocommunistes » - ne défendaient-ils pas une stratégie combinant Constituante et conseils ouvriers ? Revenir sur ces questions, qui ne me sont pas inconnues, ferait sans doute du bien à tout le monde. Pour ce qui me concerne, je ne développe pas une perspective soumettant le passage au socialisme au vote majoritaire d'un Parlement. À vrai dire, cela me semble élémentaire et, comme je suis membre de la Ligue depuis 1966, je ne me sens pas obligé de le rappeler à chaque fin de paragraphe. Il n'est pas possible de faire l'économie d'une dynamique de dualité de pouvoir ; c'est-à-dire d'une confrontation entre la légitimité d'un nouveau pouvoir en train de se construire et, disons, l'ordre du vieux monde.

En revanche, je le répète, il est difficile d'imaginer les contours de cette dynamique de dualité de pouvoir pour définir une hypothèse stratégique permettant d'établir un lien direct entre l'orientation actuelle et cet horizon général, à la façon où la Ligue le faisait dans les années 1970. Et, à vrai dire, la meilleure preuve en est apportée par ceux qui s'y risquent. D'une part, ils font quelques rappels généraux (dualité de pouvoir, auto-organisation, affrontement, etc.), quitte à simplifier à l'extrême les débats et les expériences passés. D'autre part, ils tracent un profil rudimentaire de ce que serait la stratégie actuelle de la Ligue en ce qui concerne la lutte pour le pouvoir : mettre l'accent sur l'auto-organisation pour préparer le futur pouvoir des comités...

Notes

1. Daniel Bensaïd, Henri Weber, *Mai 68 : une répétition générale*, Maspero, 1968.
2. On trouvera un bilan de cette période dans mon texte « Mai 68, et après... Éléments d'un débat stratégique de vingt ans », in *Retours sur Mai* (collectif), La Brèche 1988.
3. Antoine Artous, Daniel Bensaïd, « À l'Ouest, question de stratégie.. », *Critique Communiste*, numéro spécial Gramsci : questions pour notre époque, n° 65, 1987.
4. Trotski, *L'Internationale communiste après Lénine*, PUF, 1969, t. 1 p. 172. Trotski ajoute que, au départ, cela s'est fait, sans doute, sous l'influence de la terminologie militaire. Pour une discussion de cet aspect des choses, voir mes remarques (*Critique communiste* n° 174, p. 148 à 151) sur la façon dont Maurice Andreu dissout la dimension politique de l'élaboration stratégique de l'IC, en réduisant la catégorie de stratégie à celle de stratégie militaire dans son livre, par ailleurs intéressant, *L'Internationale communiste contre le Capital 1919-1924*, PUF, 2003.
5. Il a par contre tort de critiquer à ce propos Cédric Durand qui dit à peu près la même chose que lui.
6. En ce qui concerne l'individualisme, voir Antoine Artous, Philippe Corcuff *Nouveaux défis pour la gauche radicale*. Émancipation et individualité, Le Bord de l'Eau, 2004.
7. Antoine Artous, Daniel Bensaïd, « De 'Que Faire ?' (1903) à la création de la Ligne communiste (1969) », *Critique communiste*, mars 1976. L'article est repris dans *Retours sur Mai*, op. cit.
8. Je reprends ici des analyses développées à propos du bilan des régionales dans un article de

Critique communiste n° 173, été 2004. Voir également l'article d'Eustache Kouvélakis dans *Contretemps* n° 11, septembre 2004.

9. Je reprends des éléments avancés dans un texte de critique d'un rapport sur la stratégie révolutionnaire dans un stage de « responsables » de la LCR.

10. Voir, par exemple, mon compte rendu critique de *Vers un nouvel anticapitalisme* (Félin 2003) de Michel Vakaloulis, Jean-Marie Vincent, Pierre Zarka dans *Critique communiste* n° 171.

11. Voir, par exemple, mon article « Retour sur le marxisme révolutionnaire » de discussion avec Jean-Marie Vincent dans le numéro de *Critique communiste* (173, été 2004) qui lui rend hommage.

P.-S.

* Paru dans la revue « Critique communiste » n° 179 de mars 2006.